

LE TEMPS DU RÉVEIL



Le nouveau Conseil général. Dans l'ordre habituel, Mario Beaulieu, Anne-Michèle Meggs, Pierre Serré, Jean-Marie Cossette, Sylvie Mériteau, Patrice Germain, le Président général Jean Dorion, François St-Louis, Éleine Des Lauriers, Gilles Rhéaume et Irène Morin. N'étaient pas présents lors de la prise de la photo : Guy Bouthillier, Gilbert Gardner, France Langlais et François Lemieux.

par Patrice Germain

C'est sous le thème **Le temps du réveil** que la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal a ouvert son assemblée générale annuelle à l'hôtel Royal Versailles (anciennement hôtel Wandlyn), le jeudi 10 mars 2005. Il s'agissait de la 171^e assemblée générale de la Société et les délégués de toutes les sections ainsi que les membres du Conseil général devaient se réunir également le lendemain soir pour débattre des enjeux qui mobilisent la Société mais aussi de sujets plus prosaïques tels les finances et les règlements de la Société.

Contrairement à l'assemblée générale précédente, où de nombreuses modifications aux règlements avaient monopolisé les séances, l'assemblée générale de cette année n'était pas conviée à une refonte majeure des règlements. Trois propositions d'amendement à ceux-ci furent tout de même débattues : une sur l'augmentation des frais de cotisation et deux autres dans un but de congruence (modification d'articles pour tenir compte de modifications antérieures d'autres articles).

Ces trois propositions débattues, les délégués passèrent aux propositions émanant des sections. Au total vingt neuf propositions étaient présentées aux délégués. Plusieurs propositions avaient pour sujet le **Centre Hospitalier Universitaire de Montréal** afin de réclamer qu'il n'y en ait qu'un seul et que le projet de l'Université McGill soit abandonné ou fusionné avec celui de l'Université de Montréal. Quelques propositions débattaient de la laïcité des écoles et de la manière d'y intégrer l'enseignement sur les religions tout en y faisant une place particulière à la religion catholique, qui eut une influence déterminante sur notre peuple. Il fut également question de l'hymne national d'un Québec souverain, de l'enseignement de l'anglais en première année, de la fermeture de CKAC mais aussi des relations avec le reste de l'Amérique française, du financement de Radio-Canada, de la fourniture de livres de grammaire aux personnes défavorisées et de la création d'un observatoire sur la langue française à Laval.

LES JEUDIS DE LA LANGUE

La question linguistique est devenue un véritable tabou dans la plupart des grands médias francophones. Toute remise en question de la prétendue « sécurité » ou de la présumée « paix » linguistique est promptement éludée. On veut à tout prix éviter d'ouvrir « la marmite linguistique ». On observe une forme de régression vers une attitude « bonne-ententiste » et jovialiste. Le constat de la situation réelle du français au Québec est ainsi largement occulté et, de ce fait, l'ensemble de la population québécoise demeure privé d'une information vitale. Le philosophe Serge Cantin constate *que non seulement nous ne sommes pas encore sortis de la survivance (contrairement à ce que certains voudraient bien nous faire croire), mais que nous sommes peut-être en train d'oublier les raisons mêmes pour lesquelles nous avons conçu le projet révolutionnaire-tranquille d'en sortir. Cet oubli manifeste une crise de la mémoire collective, crise où se jouent l'identité et l'avenir de la nation.*

En décembre dernier, le Comité Jean-Martucci de la SSJBM inaugurait les Jeudis de la langue, qui se veulent une façon de commencer à briser « le tabou de la langue ». Il s'agit d'une série de conférences suivies d'une période de discussion dans une ambiance conviviale. Voici un aperçu des soirées organisées au cours des quatre derniers mois.

Le premier conférencier aux Jeudis de la langue fut un jeune chercheur du nom de **Frédéric Lacroix** (Ph. D. en génie électrique). Les travaux qu'il a effectués avec **Patrick Sabourin** (étudiant à la maîtrise en biologie), ont eu un impact fondamental malgré



Frédéric Lacroix

Journée nationale des Patriotes

En novembre 2002, le gouvernement du Québec proclamait « Journée nationale des Patriotes » le lundi précédant immédiatement le 25 mai de chaque année « dans le but d'honorer la mémoire des Patriotes qui ont lutté pour la reconnaissance nationale de notre peuple, pour sa liberté politique et pour l'obtention d'un système de gouvernement démocratique ». (Décret du 20 novembre 2002)

Cette année, la Société organise, en après-midi, un spectacle intitulé « Patriotes d'hier à aujourd'hui ». La participation de plusieurs artistes nous permettra de rendre hommage, de manière festive, à la mémoire de ceux qui se sont battus pour la démocratie. Notons, parmi les invités, le Henri Band, Luck Mervil en présence audiovisuelle, et Yves Lambert, anciennement de la Bottine Souriante. Ce spectacle aura lieu à l'Union Française et débutera à 15 h, le lundi 23 mai. Les billets sont offerts en pré-vente à la Société (843-8851) au prix de 10 \$.

L'Assemblée générale de cette année devait procéder à une élection présidentielle et notre président actuel, Monsieur **Jean Dorion** a été élu par acclamation pour un deuxième mandat de deux ans. Au poste de conseiller général à titre d'ancien président, Monsieur **François Lemieux** a également été réélu pour un mandat de trois ans. Du côté des conseillers généraux élus à titre de représentants des sections, cinq candidats se faisaient la lutte pour trois postes d'une durée de trois ans. Les personnes suivantes ont été déclarées élues :

Éleine Des Lauriers : Deux dossiers l'amenaient à poser sa candidature : langue

Suite à la page suivante

que les médias les aient largement occultés (toujours cette obsession de ne pas rouvrir la « marmite linguistique »). Lacroix et Sabourin ont chiffré avec exactitude l'énorme disproportion entre les financements gouvernementaux des réseaux universitaires anglophone et francophone. En 2002-2003, les universités anglophones recevaient 23,2 % des subventions du gouvernement québécois et 33 % du financement fédéral. Cependant, les Québécois anglophones (selon la langue maternelle en 2001) constituent 7,9 % de la population du Québec.

Outre son impact anglicisant, cette disproportion a des effets économiques majeurs défavorables à l'ensemble des régions du Québec. Par exemple, le Québec continue

Suite à la page 6

Le mot du Président général



Les limites de la piastre

Depuis l'éclatement de l'affaire des commandites, je pense souvent au colonel Nhan, évoqué dans l'ouvrage «La corruption au Vietnam»¹. Le colonel travaillait pour le régime pro-américain de Saïgon. Mais il travaillait d'abord pour la piastre, tel était le nom de l'unité monétaire au Vietnam.

Les Américains, indifférents aux aspirations collectives des Vietnamiens : indépendance nationale, justice sociale, faisaient plutôt appel aux « valeurs de réussite individuelle ». Le colonel Nhan l'avait compris : il vendait à la population tout ce qu'il recevait gratis de l'aide américaine, du riz aux médicaments. Il vendait armes et munitions à ses propres soldats ; il en vendait aussi à l'ennemi communiste : l'argent n'a pas d'odeur. Des cadres comme Nhan, le régime en comptait des milliers, jusqu'aux plus hauts niveaux. Même en y engloutissant des centaines de milliards, on ne bâtit pas un État fort avec des gens pareils; on le constata après le retrait partiel de l'armée américaine, lorsque le régime sud-vietnamien s'écroula en quelques semaines comme un château de cartes.

« Les francophones honnêtes et idéalistes

sont passés au PQ, au Bloc ou à l'ADQ. Les libéraux se sont retrouvés avec Alfonso Gagliano ». La formule lapidaire du chroniqueur David Frum, dans le National Post du 5 avril, est un constat : on peut acheter ceux qui sont à vendre. Ils ne valent pas toujours leur prix mais ce n'est pas l'argent qui a manqué au PLC, surtout pas celui de l'État canadien qu'il contrôle : 40 millions par année pour le fonds secret de l'unité nationale; 250 millions, pas secrets du tout, pour les commandites; 15 millions pour l'opération Un million de drapeaux ; 8 millions pour la location de tous les panneaux d'affichage du Québec au début de la période référendaire. Et j'en passe. Sans parler des coûts de l'espionnage électronique des dirigeants indépendantistes, révélé par l'ancien espion Mike Frost, et démentant d'ailleurs les propos des cyniques à l'effet que, de la corruption, il y en a partout. S'il y en avait eu pour la peine chez les souverainistes, Ottawa était super-équipé pour en faire la preuve ; il n'y est pas parvenu.

« Un des moyens de contrebalancer l'attrait du séparatisme, a écrit Pierre-Elliott Trudeau dans Cité libre, c'est d'employer un temps, des énergies et des sommes énormes au service du nationalisme fédéral ».

Le truc a marché un temps. Sous Trudeau, Chrétien, Martin, tout en étouffant le Québec par le déséquilibre fiscal, on a cherché à réduire au silence sa classe la plus remuante, les intellectuels et les artistes, à coup de chaires universitaires du Canada et de subventions individuelles. Combien d'universitaires, d'écrivains et d'autres créateurs indépendantistes ai-je entendu dire : « Je dois être prudent car j'attends ma subvention » du Conseil des Arts, de Téléfilm Canada, du Programme des Chaires

du Canada ou du Programme canadien de Promotion des Arts? Quelques-uns, particulièrement gâtés, sont même devenus des chantres du régime. À force de ne pas vivre comme l'on pense, on finit par penser comme l'on vit, nous disaient les curés d'autrefois.

Avec le programme des commandites, Ottawa est allé un pas plus loin : se doter d'un plan de promotion active, grâce à un groupe de courtiers indigènes payés pour obtenir qu'on chante la gloire d'être canadien sur toutes les tribunes du Québec. Leur mission : faire accepter au peuple québécois un sort que le Canada anglais n'accepterait jamais pour lui-même : celui de minorité toujours plus minoritaire, dotée d'un contrôle toujours moins grand sur son propre avenir.

En principe, des courtiers intègres eussent coûté moins cher. Mais « il est dans la nature du pouvoir de craindre davantage la pureté que n'importe quelle corruption » a écrit Yukio Mishima. Et pour recruter des gens capables de vendre à leurs propres compatriotes le citron canadien, on ne pouvait pas être trop exigeant sur les critères éthiques. On avait besoin de colonels Nhan. Ils ont donné ce qu'ils donnent toujours, finalement.

Dans les semaines qui viennent, avec tout le peuple québécois, nous aurons l'occasion de faire comprendre au gouvernement canadien, source principale de la corruption au Québec, les limites de la piastre.

Jean Dorion

Ce texte a paru dans *Le Devoir* du 25 avril.

¹ Phuong, Lê La corruption au Vietnam, Montréal, Québec-Amérique, 1978.

Suite de la page 1 — Le temps du réveil

et souveraineté. Elle veut contribuer à la production du journal de la SSJB car c'est pour elle un outil essentiel d'information et de mobilisation.

Anne-Michèle Meggs : Ses grandes priorités : souveraineté, social-démocratie, langue française et ouverture. Anne-Michèle Meggs est la première personne anglophone élue au Conseil général dans l'histoire contemporaine de la Société.

Pierre Serré : Il est préoccupé par les enjeux linguistiques, particulièrement ceux liés à l'immigration, au déclin démographique, au rôle de l'État québécois dans le contexte nord-américain.

Les trois nouveaux élus viennent se joindre aux autres membres du Conseil général : **Jean Dorion**, président général, **Mario Beaulieu**, 1^{er} vice-président, **François St-Louis**, 2^e vice-président, **France Langlais**, secrétaire générale, **Sylvie Mérineau**, trésorière générale, **Guy Bouthillier**, **Jean-Marie Cossette**, **Gilbert Gardner**, **Patrice Germain**, **François Lemieux**, **Irène Morin** et **Gilles Rhéaume**, conseillers.

Nous ne pourrions pas passer sous silence le départ de deux conseillers qui n'ont pas

demandé le renouvellement de leurs mandats, soient Madame **Claudette Chalifour** et Monsieur **Gaston Bergeron**. Ce dernier a été pendant trois ans, notre Secrétaire général, il s'est impliqué particulièrement au sein de la Fondation du Prêt d'Honneur dont il est toujours le président. Il entend continuer son travail à la Fondation. Par ailleurs, Monsieur **Gaston Bergeron** et Madame **Claudette Chalifour** furent des membres fondateurs du Comité Jean-Martucci sur la langue, comité qui est toujours très actif. D'autre part, Monsieur **Édouard Cloutier** avait quitté ses fonctions de conseiller général au cours de l'année écoulée. Il s'était distingué au Conseil dans plusieurs dossiers, en particulier comme organisateur du 40^e anniversaire du R.I.N. À ces trois personnes, nous disons un chaleureux merci pour les années consacrées à la Société, au sein du Conseil général et ailleurs.

En début d'assemblée, durant son rapport, notre président, Monsieur **Jean Dorion**

CONVENTION DE LA POSTE — PUBLICATION 40009183
RETOURNER TOUTE CORRESPONDANCE NE POUVANT
ÊTRE LIVRÉ AU CANADA AU SERVICE DES PUBLICATIONS
82 SHERBROOKE OUEST
MONTRÉAL QC H2X 1X3
courriel : mbeaulieu@ssjb.com

a remis une médaille à titre posthume à Monsieur **Donat Plante**. Celui-ci a été un militant exemplaire de la Société, il est décédé en septembre de la dernière année. C'est la conjointe de monsieur Plante qui a reçu, en son nom, la médaille de la Société, devant une assemblée émue.



Pauline Marois
Députée de Taillon
Porte-parole de l'opposition
officielle en matière d'Éducation

Hôtel du Parlement
1045, rue des Parlementaires
Bureau 2.99
Québec (Québec), G1A 1A4
Téléphone: (418) 644-1652
Télécopieur: (418) 646-6641

ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC

Bureau de circonscription
2160, Chemin du Tremblay
Bureau 200
Longueuil (Québec), J4N 1A8
Téléphone: (450) 463-3772
Télécopieur: (450) 463-1527
courriel : pmarois@assnat.qc.ca

AGENDA

Lundi 16 mai, à 19 h

La section Pierre-Le-Gardeur présente la 16^e édition de la remise des prix du Concours d'histoire nationale 4^e secondaire

Thème : *Mon personnage préféré de l'histoire du Québec*

En trois volets : écrit, oral et affiche

1 500 \$ en prix seront remis

Invité : Pierre Duchesne, journaliste-reporter à la radio de Radio-Canada, auteur de la biographie de *Jacques Parizeau : La Croisette et Le Baron*

À l'Hôtel de ville de Repentigny, au 435, boul. d'Iberville (intersection Brien, direction sud)

Renseignements :

Claude Richard, (450) 585-5394, René Asselin, (450) 585-5986

Vendredi 20 mai, 19 h

Dans le cadre de la journée des Patriotes, la section Chevalier-Delormier vous invite à une soirée de poésie québécoise animée par le comédien

Jean-Marie da Silva

À la maison Ludger-Duvernay, 82, Sherbrooke Ouest

Entrée : 5 \$

Lundi 23 mai à 13 h

La section Jean-Olivier-Chénier vous invite à une conférence de

M. Claude-Henri Grignon *Les sanctions infligées aux Patriotes*

Et à une conférence de **M. André Giroux**

Les familles patriotes du nord de Montréal de 1837 à 1852

À la salle des Chevaliers de Colomb

109, rue St-Nicolas, St-Eustache

Entrée libre

Lundi 23 mai

La section Louis-Riel organise une journée toute spéciale pour célébrer la journée des Patriotes **de 11 h à 18 h.**

Grande foire : kiosques, produits du terroir québécois,

clowns, conteurs, danse, musique

À compter de 18 h

À côté de l'église Saint-Enfant-Jésus, à Pointe-aux-Trembles

Musique québécoise et danse

Au parc Bellerive, à Tétreaultville

Renseignements : Michel Émery (514) 645-9369

Jeudi 2 juin

La section Louis-Riel vous invite

à la Remise des prix du Mérite en histoire (Sec. II et Sec. IV)

À l'école secondaire de la Pointe-aux-trembles

Au 15 200, Sherbrooke (angle 58^e avenue)

Renseignements : Michel Émery (514) 645-9369

Mardi 14 juin, à 19 h

Conférence-bénéfice au profit du Comité environnement de la S.S.J.B.M.

Conférencier : André Bouthillier, président de Eau-secours

et journaliste à l'Aut'journal

À la maison Ludger-Duvernay, au 82, Sherbrooke Ouest

Entrée : 10 \$

Jeudi 23 juin

Dans la section Jean-Olivier-Chénier :

Cérémonial d'ouverture de la Fête nationale et remise de la fleur de lys

À l'arrière du manoir Globenski, 235, rue St-Eustache

Renseignements : Denise Roy (450) 473-6932

Vendredi 24 juin, à 10 h

La section Jean-Olivier-Chénier vous invite à la Messe commémorative et aux dépôts de tributs floraux à la plaque des Patriotes

Le tout sera suivi d'un vin d'honneur

À côté de l'église de Saint-Eustache

Renseignements : Denise Roy (450) 473-6932

Jeudi 23 juin, à compter de midi

La section René-Lévesque a le plaisir de vous inviter aux festivités de la Fête nationale du quartier Rosemont-Petite-Patrie, qui se dérouleront au parc Molson, angle Beaubien et d'Iberville.

Au programme de la journée : maquillage pour les enfants, spectacle de danse, performances de gymnastique.

En soirée : Jules Lavoie, Anne-Marie Gélinas, chansonniers ; le groupe traditionnel Hurlevent, le groupe Potion 13 et, comme spectacle de clôture, Steve Faulkner (Cassonade) et son groupe.

Casse-croûte et bistro à prix populaire.

Venez chanter, danser et vibrer québécois !

DANS NOS SECTIONS

Comme à chaque année à la Société, la période statutaire des assemblées générales des sections s'est étendue du 15 janvier au 15 février. Celles-ci sont un prélude à notre Assemblée générale du mois de mars. En plus de voter des propositions, qui furent par la suite débattues en Assemblée générale, ces assemblées ont également élu les membres des conseils de section. Ont donc été élu(e)s président(e)s pour une première fois : **Yvan Bombardier** dans Chomedey-de-Maisonnette, **Guy Sylvain** dans Doris-Lussier et **Louise Brossard** dans Nicolas-Viel. Ces personnes rejoignent leurs collègues réélu(e)s : **Léo Donald Lachaine** dans Chevalier-de-Lorimier, **Umberto Di Genova** dans Henri-Bourassa, **Jean Lapointe** dans Jacques-Viger, **Denise Roy** dans Jean-Olivier Chénier, **Gérard Gauthier** dans Laval, **Michel Émery** dans Louis-Riel, **Jacques Bergeron** dans Ludger-Duvernay, **Claude G. Charron** dans Marguerite-Bourgeoys, **Denis Martel** dans Ouest-de-l'Île, **René Asselin** dans Pierre-le-Gardeur, **Claude De Grandpré** dans René-Lévesque et **Régine Larocque** dans Yves-Blais.

Par ailleurs, la section Pierre-Le-Gardeur organisait, le 3 novembre dernier, une commémoration en l'honneur d'Henriette Cadieux, l'épouse de Chevalier-de-Lorimier. La section Jean-Olivier-Chénier organisait, comme à son habitude, un souper des Patriotes en commémoration de la bataille de St-Eustache. Du côté de la section Laval, il y a eu pléthore d'activités; d'abord, la création d'une Coalition pour le français à Laval qui a débouché sur une conférence de presse le 1^{er} décembre 2004. Puis le Comité Jean-Martucci invita cette nouvelle coalition à un de ses jeudis de la langue, soit le 16 décembre 2004. En décembre, Gérald Larose, président du Conseil de la souveraineté du Québec a été le conférencier invité dans le cadre de la soirée du temps des Fêtes organisée par la section Louis-Riel. La section Louis-Riel a également formé un comité souveraineté de l'Est, table de concertation reconnue par le Conseil de la souveraineté du Québec. La section René-Lévesque, toujours en collaboration avec le Comité Jean-Martucci, a pour sa part présenté Pierre Serré comme conférencier au jeudi de la langue du 13 janvier 2005. La section Ludger-Duvernay quant à elle, nous présentait un lancement de livre le 11 avril 2005. Il s'agissait du livre de François-J. Lessard, *les Héritiers de l'impérialisme romain*.

DÉCÈS DE FRANÇOIS GÉRIN

L'ancien député du Bloc québécois de Mégantic-Compton-Stanstead, François Gerin, qui fut un des membres fondateurs du Bloc, est décédé d'un cancer généralisé, le 3 avril, à l'âge de 60 ans.

D'abord élu sous la bannière du Parti conservateur en 1984, François Gerin en a claqué la porte et a été l'un des membres fondateurs du Bloc québécois. S'inspirant du modèle québécois, il avait aussi tenté de réformer les méthodes de financement des partis politiques fédéraux. M. Gerin ne présentait pas de signe apparent de maladie avant de s'envoler à la mi-février pour un séjour à l'étranger consacré au golf. Après avoir éprouvé des malaises, il a consulté un médecin et a été admis à l'hôpital dès son retour au pays. Autant il se portait bien durant la première semaine suivant son hospitalisation, autant sa condition s'est détériorée rapidement par la suite en raison d'un cancer qui s'est montré très agressif. À la famille de M. Gerin et à tous ceux et celles qui ont eu l'occasion de l'apprécier, nous offrons l'expression de notre plus profonde sympathie.

HOMMAGE À DEUX ARTISANS DE LA RELATION FRANCE-QUÉBEC

Le jeudi 3 mars dernier, dans le cadre des Jeudis de la langue, un hommage a été rendu à Pierre-Louis Mallen et Lambert Mayer, décédés au cours de l'année 2004. Le mouvement indépendantiste a perdu deux artisans éminents de la complicité franco-québécoise. Pierre-Louis Mallen joua un rôle majeur dans le déroulement du voyage du général de Gaulle au Québec. On lui doit entre autres l'affaire du micro du balcon de l'Hôtel de Ville. Lambert Mayer, un Québécois indépendantiste devenu citoyen français, fut un acteur clé de la francophonie. La Délégation générale du Québec à Paris, les artistes québécois que la France acclame et la relation France-Québec lui doivent beaucoup.





Le Conseil d'administration 2004-2005 de la Fondation du Prêt d'Honneur : Dans l'ordre habituel : Lise Gagné, secrétaire, Robert Comeau, premier vice-président, Sylvie Mérineau, trésorière, Gaston Bergeron, président, Jean Campeau, administrateur, Jean Dorion, administrateur, Michel Côté, administrateur, France Langlais, administratrice. Gilbert Gardner, deuxième vice-président, n'apparaît pas dans la photo.

L'équipe de la Fondation n'a ménagé ni son temps ni ses efforts en 2004-2005. Grâce à l'appui financier de la Fondation, l'UQAM a pu lancer la première chaire institutionnelle d'histoire du Québec, la Chaire Hector-Fabre. Jean Dorion, Robert Comeau et Gaston Bergeron sont membres de son Comité de direction à titre respectivement de secrétaire, de titulaire et de président. La Chaire a tenu un colloque à l'automne 2004 sur l'historiographie militaire de langue française au Québec, et un autre en fin d'hiver 2005 sur les relations internationales du Québec. Plusieurs publications sont déjà parues et diffusées dans les réseaux universitaires de la planète, d'autres sont en préparation.



Dans l'ordre habituel : Robert Comeau, professeur, titulaire de la Chaire, Roch Denis, recteur de l'UQAM, Gaston Bergeron, président du Comité de direction de la Chaire.

Lancement de la Chaire d'histoire du Québec le 18 octobre 2004 à l'UQAM :

On peut dire que pour nous, la raison d'être de cette Chaire, c'est d'abord le renforcement de la prise de conscience de notre parcours et de notre identité nationale. Nous nous sommes donné un instrument majeur pour étudier, raconter, diffuser notre histoire sans intrusion étrangère. C'est un geste de libération nationale, progressif, certes, mais significatif. À cet égard, que l'UQAM forme neuf de nos professeurs d'histoire sur dix n'est pas négligeable. Évidemment, ce le serait moins si on enseignait l'histoire davantage. Pour en savoir plus, on consultera le Journal SSJB de juin 2004, qui présente notamment le Comité de direction de la Chaire, ses priorités et ses moyens de diffusion, de même qu'une brève biographie d'Hector-Fabre.

Bilan des publications et rencontres de la Chaire en 2004-2005

Histoire du nationalisme québécois et de la formation de l'identité politique

Robert Boily (sous la dir. de), *Un héritage controversé, nouvelles lectures de Lionel Groulx* (VLB-Chaire Hector-Fabre, hiver 2005) Actes du colloque de la Fondation et du Centre de recherche Lionel-Groulx de novembre 2003 sur la pensée et l'œuvre de Lionel Groulx. Les participants ont su aborder l'œuvre sous un angle inédit et montrer ainsi la complexité du personnage.

Michel Lévesque, *De la démocratie au Québec, 1940-1970, anthologie des débats autour de l'idée de la démocratie de la Seconde Guerre mondiale à la Crise d'octobre* (Lux-Chaire Hector-Fabre, coll. *Histoire politique*, hiver 2005). La démocratie apparaît de plus en plus, au cours

de cette période, comme une nouvelle idée-force ; curieusement, la masse de débats suscités a été occultée dans l'historiographie québécoise. Vingt-trois auteurs tentent de combler cette lacune et de répondre aux questions fondamentales sur la démocratie.

Table ronde, jeudi 27 janvier 2005 :

avec l'Association québécoise d'histoire politique, autour de l'étude de Gérard Bouchard: *La pensée impuissante, échecs et mythes nationaux canadiens-français (1850-1960)* (Boréal, 2004). Gérard Bouchard, Lucia Ferretti, UQTR, Joseph-Yvon Thériault, Université d'Ottawa.

Table ronde, mardi 23 novembre 2004 : avec l'Association québécoise d'histoire politique, autour de l'étude *Le Québec au siècle des nationalités* (VLB éditeurs 2004). L'auteur, Marcel Bellavance, y participait.

Table ronde, mardi 16 novembre 2004 : avec l'Association québécoise d'histoire politique, autour de l'étude *Débats sur la fondation du Canada* (Presses de l'Université Laval, 2004). Participants : Stéphane Kelly et Guy Laforest, U. Laval, Marc Chevrier, UQAM.

Histoire des relations internationales du Québec

Robert Aird, *André Patry et la présence du Québec dans le monde* (VLB-Chaire Hector-Fabre, hiver 2005) Inspirateur de la doctrine Gérin-Lajoie, affirmant le prolongement sur la scène internationale des compétences que la Constitution canadienne reconnaît au Québec; premier chef du protocole, polyglotte passionné de toutes les grandes cultures, Patry a entre autres travaillé à l'OTAN; ce livre le fait mieux connaître.

Serge Granger, *Le lys et le lotus, les relations du Québec avec la Chine de 1650 à 1950* (VLB-Chaire Hector-Fabre, hiver 2005) Des Jésuites du XVIII^e siècle, à l'origine du commerce du ginseng avec l'Empire du Milieu, aux religieux chassés par les communistes de Mao. On croise aussi dans ce livre maintes figures importantes du Québec comme Honoré Beaugrand, Normand Bethune, René Lévesque, de même que tous les réformistes chinois du XX^e siècle, notamment Sun Yat-sen, Chiang-Kai-shek et Mao Zedong, rejoints par des institutions ou des individus liés au Québec.

Denis Monière, *Les relations France-Québec. Pérégrinations d'un intellectuel québécois en France* (Lux-Chaire Hector-Fabre, coll. *Histoire politique*, hiver 2005). L'auteur aborde les contradictions de la politique internationale du Québec, les ambiguïtés de la diversité culturelle, l'avenir du français comme langue scientifique, les aléas de la francophonie. Il propose des réflexions philosophiques sur le nationalisme, la lutte des langues, la problématique de la souveraineté à l'heure de la mondialisation et les conséquences de l'élargissement de l'Union européenne.

Colloque « Les relations internationales du Québec depuis la doctrine Gérin-Lajoie, 1965-

2005 ». La Chaire a tenu ce colloque les 16, 17 et 18 mars 2005, conjointement avec l'Université Concordia et l'UQAM. Cette rencontre a permis de dresser un bilan du chemin parcouru par le Québec sur la scène politique internationale depuis la définition, en 1965, de la doctrine Gérin-Lajoie, fondement juridique des relations internationales du Québec.

Colloque interdisciplinaire « Enjeux et bienfaits d'une formation à l'international : l'exemple de la coopération universitaire franco-québécoise ». **Samy Mesli**, chercheur associé à la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec, organise ce colloque avec le soutien de la Chaire dans le cadre du 73^e Congrès de l'ACFAS, du 9 au 13 mai 2005, à l'Université du Québec à Chicoutimi.

Histoire des Canadiens français/Québécois face aux guerres

Djebabla Mourad, *Se souvenir de la Grande Guerre, la mémoire plurielle de 14-18 au Québec* (VLB-Chaire Hector-Fabre, automne 2004) Par l'analyse tant des cérémonies commémoratives du 11 novembre et des monuments aux morts que des manuels scolaires et des romans, l'auteur montre comment la Grande Guerre a été réinterprétée au gré des conjonctures, dans une mémoire plurielle, jamais consensuelle.

Vincent Sébastien, *Laissés dans l'ombre* (VLB - Chaire Hector-Fabre, automne 2004) L'opposition politique du Québec à la conscription a fini par masquer le fait que les engagés volontaires y ont été beaucoup plus nombreux que les conscrits. Ce livre rassemble des témoignages provenant de tous les théâtres d'opération où ces jeunes hommes courageux se sont illustrés. Enrichi de photos, de cartes et de documents, il rend compte de la guerre telle que vécue sur le terrain.

Colloque à l'UQAM « 10 ans d'histoire militaire en français au Québec », les 10, 11 et 12 novembre 2004. État des études historiques en français produites depuis une décennie au Québec se rattachant à divers aspects de l'histoire militaire. La périodisation retenue va de la Nouvelle-France jusqu'à la période contemporaine. Avec la participation notamment de Robert Comeau, Serge Bernier et Béatrice Richard.

Le site de la Chaire :

www.unites.uqam.ca/chf .

LA CAMPAGNE DE FINANCEMENT

L'organisation

Au départ, Jean Campeau et Gaston Bergeron, de la Fondation du Prêt d'Honneur, et Michel Gagné, directeur général de la Fondation du Cegep du Vieux-Montréal, constituaient le Comité de campagne chargé de mettre la Phase 2 sur pied. En mars, la Fondation du Prêt d'Honneur retenait les services d'Épisode, firme très reconnue dans le domaine et présidé par Daniel Asselin, associé principal. Francine Corbeil et Fanie Noiseux, de la firme Épisode, se sont alors jointes au Comité. Une fois les enjeux, objectifs, rôles et responsabilités définis, le plan d'action et l'échéancier convenus et établis, Fanie Noiseux, nommée directrice générale de la campagne, prit la relève, avec notre appui et ceux de la firme Épisode et du Cegep du Vieux-Montréal.

En mai, André Boulanger, président d'Hydro-Québec Distribution accepte la présidence et anime le Comité de recrutement de donateurs majeurs. Ces derniers formeront le Cabinet de campagne, dont M. Boulanger présidera la première réunion dès le 24 août.

Suite à la page suivante

Le 20 janvier dernier, nous lançons publiquement la Phase 2 de notre campagne de financement pour la Maison du Prêt d'Honneur, que vous pouvez visiter au 1, boul. René-Lévesque. À cette occasion, nous avons souligné la contribution des grands donateurs de la Phase 1, présenté le Cabinet de campagne, les résultats obtenus à cette date et des éléments de la campagne de promotion que le Groupe Québecor nous a offerte gracieusement. La sollicitation se poursuit et nous croyons fermement que nous compléterons cette Phase 2 avec succès cette année

Au nom de la relève, nous avons manifesté notre reconnaissance en soulignant la contribution de donateurs majeurs. À cette fin, au nom de la Fondation et de M. André Caillé, président d'honneur de la campagne et grand artisan de la Phase 1, nous avons désigné des espaces de la Maison du Prêt d'Honneur selon leurs vœux et installé des plaques pour les identifier.



Le président d'honneur de la campagne, André Caillé, président du Conseil d'administration, Hydro-Québec, et grand artisan de la Phase 1 de la campagne majeure.

Reconnaissance de contributions majeures de la Phase 1

Hydro-Québec a fourni à la campagne la présidence d'honneur, la présidence du Cabinet de campagne et une contribution de 500 000 \$, en plus de défrayer l'ameublement de l'atrium. L'atrium, situé près de l'entrée principale et qui s'élève jusqu'au sixième étage, sera désigné « Atrium Hydro-Québec »



André Boulanger, président Hydro-Québec distribution, Gaston Bergeron, président de la Fondation du Prêt d'Honneur.

La contribution du Groupe Québecor consiste en un don de 50 000 \$ plus une campagne médiatique (télévision, journaux, revues) évaluée à 180 000 \$. Selon le vœux du Groupe, un étage portera le nom du grand humaniste et homme d'affaires Pierre Péladeau.



André Boulanger, président du Cabinet, Gaston Bergeron, Jean-Paul Galarnéau, directeur principal des communications, Québecor Média.



Au coeur de la campagne, le Cabinet regroupe surtout des donateurs majeurs qui se chargent de solliciter d'autres dons considérables et de recruter de nouveaux membres du Cabinet et un groupe de porte-parole pour soutenir la sollicitation et le recrutement.

Pierre Turcotte, Groupe CGI, Jean Campeau, administrateur, Yvon d'Ajou, Alcan, Richard Dorval, Groupe Option retraite, Danielle Virone, Bell Canada, Michel Gévy, Capgemini, Jean-Jacques Rainville, Dunton Rainville, Réjean M. Breton, Breton Banville, Robert Normand, administrateur, André Boulanger, Hydro-Québec, président du Cabinet, Gaston Bergeron, Fondation du Prêt d'Honneur. Absents de la photo : Pierre Despars, Gaz Métropolitain, Normand Provost, CDP Capital-Amérique, Jean-Pierre Léger, Rôtisseries St-Hubert, Marc G. Fortier, Montréal International, Jean Guay, ABB, Pierre Fitzgibbon, Financière Banque Nationale, Christian Trudeau, Centria Commerce. Porte-paroles absents de la photo : Normand Morin, SNC-Lavallin, Luc Benoît, Tecsub, Alain Cousineau, Loto-Québec, Nicole Beaudoin, Réseau des Femmes d'affaire du Québec, Christian Paupe, Les Pages Jaunes, Normand Brousseau, Groupe Teknika.

Power Corporation du Canada, donateur de 150 000 \$ a choisi le nom de Bernard Voyer pour un étage de la résidence. Le septième portera donc le nom de ce grand explorateur québécois.



Jean Campeau, administrateur à la Fondation du Prêt d'Honneur, Bernard Voyer, explorateur qui vit sa devise « Rêver, se lever et agir », et Gérard Veilleux, président de Power Communications.

Gaz Métropolitain a donné 100 000 \$ à la campagne et participe au cabinet. Gaz Métro a choisi le nom d'un de nos grands artistes pour la salle qui lui a été attribuée : la salle d'ordinateurs du sixième étage sera connue sous le nom de « Salle Jean-Paul-Riopelle »

M^e Yvon Groulx, président de la SSJBM et de la Fondation du Prêt d'honneur de 1965 à 1968, et sa famille, ont donné 50 000 \$. Le salon Est du douzième étage sera désigné « Salon Yvon Groulx »



André Boulanger, président du Cabinet, M^e Yvon Groulx, Madame Groulx et Gaston Bergeron.

Loto-Québec, donatrice de 50 000 \$. Le salon ouest du sixième étage s'appellera « Salon Loto-Québec »



André Boulanger, président du Cabinet, Martine Dorval, Loto-Québec et Gaston Bergeron.

La sollicitation se poursuit et nous croyons fermement que nous compléterons la Phase 2 avec succès cette année.

Au nom de notre précieuse relève, tous nos remerciements.

La jeunesse québécoise compte sur vous; la campagne n'est pas finie. C'est bien d'atteindre l'objectif ; mais mieux encore de le dépasser.

Merci d'adresser vos dons à :

**La Fondation du Prêt d'Honneur
82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal, Québec H2X 1X3**

Toute une année !

NOMBREUSES INTERVENTIONS MÉDIATIQUES POUR LA DÉFENSE DU FRANÇAIS

Au cours des derniers mois, la Société a assumé, en particulier par de très nombreuses interventions médiatiques, le rôle qui lui revient dans la défense du français au Québec. **Le 2 février** dernier, le président général Jean Dorion proposait par un communiqué de presse **la construction d'un seul méga-hôpital, géré en français** et ouvert aux chercheurs des deux grandes facultés de médecine de Montréal. Les médias étant alors obsédés par la question du site du futur CHUM francophone, ce premier communiqué eut peu de retentissement d'où l'idée de relancer le débat par un deuxième, émis à la clôture de l'Assemblée générale annuelle de la Société, **le 11 mars**.

Cette initiative incita la station de ration **Info 690** à consulter ses auditeurs, **les 12 et 13 mars**, dans les termes suivants : « *Selon vous, Québec devrait-il construire un seul centre hospitalier à Montréal, comme le suggère le président de la SSJB, Jean Dorion* ». **Le 14 mars**, forte de l'appui de 83,5% des auditeurs, la Société revenait à la charge par un nouveau communiqué de presse. **Le 23 mars**, nouvelle initiative : la Société tient une conférence de presse pour présenter un manifeste endossé par une vingtaine de personnalités du monde médical et hospitalier, dont l'ancien ministre de la Santé Denis Lazure et l'organisateur du premier congrès mondial sur le sida (1990), le docteur Richard Morrisset. Tous ces efforts commencent à porter fruit, la station TQS invitant notre Président général à un débat sur le sujet.

L'éditorialiste en chef de La Presse André Pratte avait tenté de réfuter, dans un long éditorial, le communiqué dont son journal n'avait pourtant même pas divulgué l'existence à ses lecteurs! Ce fut l'occasion d'une réplique du Président général de la Société, réplique publiée dans **La Presse du 10 avril**. Sous le titre « *Duplication veut dire gaspillage : le CHU de McGill sera bel et bien un lieu d'anglicisation des allophones et des francophones* », ce texte permettait enfin aux lecteurs du quotidien de connaître notre point de vue.

On peut se désoler de la décision gouvernementale d'aller quand même de l'avant avec la dualité des méga-hôpitaux montréalais. À tout le moins nos efforts ont-ils contribué à rendre un bon nombre de nos compatriotes conscients de l'injustice qu'implique cette dualité, et qu'aucun autre grand organisme ou grand parti politique n'a dénoncée.

Dans un autre ordre d'idées, **le 6 février**, la Société soulignait par voie de communiqué *les effets nocifs de l'enseignement trop précoce de l'anglais*.

Le 31 mars, elle réagissait au *jugement de la cour Suprême sur la loi 101*. Le président général Jean Dorion donnait des entrevues à 21 médias différents à ce sujet et participait à des débats avec Julius Gray (émission Le Point), puis avec Brent Tyler, à CKAC.

À vrai dire, ces dernières semaines, il se passe rarement deux jours sans que la Société ne soit présente dans les médias. Mentionnons entre autres un article de Jean Dorion dans *Le Devoir* **du 25 avril** sur « *Les limites de la piastre dans l'affaire des commandites* » et son entrevue **du 27 avril** à **RDI**, reprise aussi par l'émission « *Bon matin* » à la télévision de Radio-Canada, concernant les déclarations d'Alfonso Gagliano sur l'inévitabilité de l'indépendance du Québec. On peut lire les textes de tous les communiqués émis par la Société sur le site de l'agence CNW Telbec.

d'assigner 25 % des places en médecine à l'université McGill, alors qu'environ 60 % des médecins formés à McGill quittent le Québec. Cet exode affecte également les natifs du Québec. À l'inverse, les facultés de langue française ont un taux de rétention qui oscille autour de 88 %. L'Université de Montréal reçoit le même montant que McGill pour les « mégahôpitaux » bien qu'elle forme quatre fois plus de médecins pratiquant au Québec que McGill, soit 40 % du total comparativement à 10 %.



Lors du deuxième Jeudi de la langue, de jeunes militants de la région de Laval, **Joëlle Quérin** et **Frédéric Labrie** ont expliqué pourquoi ils ont fondé la Coalition lavalloise pour le français. Frédéric Labrie est le vice-président de la section Laval de la SSJBM et Joëlle Quérin est présidente du Conseil régional des jeunes du Parti Québécois de Laval. Ils ont relevé de fort nombreux irritants linguistiques dans les entreprises, les commerces et les établissements d'enseignement de Laval ainsi que de nombreux témoignages de la discrimination exercée par plusieurs employeurs qui exigent sans justification la connaissance de l'anglais. Cette violation du droit de travailler en français atteint durement les nouveaux arrivants francotropes, à qui on avait dit que le français est la langue officielle et commune du Québec.

Le jeudi 13 janvier, le politologue **Pierre Serré** (Prix de la Présidence de l'Assemblée nationale pour « Deux poids, deux mesures », en 2002, et Prix André Laurendeau de la revue L'Action nationale, pour « l'article de l'année » 1999) a exposé son analyse rigoureusement scientifique de la situation linguistique, de même que sa thèse à l'effet que le mode de scrutin majoritaire actuel constitue un obstacle à l'affirmation des droits des francophones et un péril à leur survie.



Le jeudi 27 janvier, le syndicaliste **Fernand Daoust** a tracé un portrait de la situation du français langue de travail : *Nous avons parcouru la moitié du chemin. Il reste encore beaucoup à faire. Il faut que le français devienne réellement la langue de convergence au Québec. Le jour où deux*

Québécois non-francophones se feront spontanément la conversation en français, nous pourrions dire que nous avons réussi à faire du français la langue commune de tous les Québécois, a-t-il affirmé. Secrétaire général de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), de 1969 à 1991, puis président de cette centrale jusqu'en 1993, Fernand Daoust a certainement été le plus grand défenseur de la langue française au sein du mouvement ouvrier québécois.



Le jeudi 3 février, **Pierre Biacchi** a témoigné de l'importance de l'implication de chaque citoyen.

Il a travaillé comme chauffeur d'autobus à la Société de transport de Montréal pendant 23 ans. Il se dit *un ethnique qui veut aider les autres Québécois à se décoloniser*, pour faire du français la véritable langue commune.

Le jeudi 10 février, **Anne-Michèle Meggs** a tenté d'expliquer pourquoi les francophones cèdent leurs droits linguistiques aussi facilement. Directrice de cabinet du Ministre des Affaires francophones de l'Ontario de 1985 à 1989 (à l'époque de David Peterson), Anne-Michèle Meggs devint indépendantiste après l'échec de l'Accord du Lac Meech. Devenue récemment conseillère générale à la SSJBM, elle fut, entre autres, porte-parole des Anglophones pour le Oui en 1995, candidate du Bloc Québécois dans St-Henri-Westmount aux élections de 1995 et membre du Conseil exécutif national du Parti Québécois de 2000 à 2005.



Le jeudi 24 février, **Jean Girard** a quant à lui relaté au prix de quel combat ont été obtenues les mesures scolaires de la loi 101. La crise linguistique de St-Léonard a éclaté au grand jour lorsque des candidats aux élections scolaires furent élus avec le mandat de faire du français la seule langue des écoles primaires publiques de la Commission scolaire St-Léonard. Jean Girard était un de ces trois commissaires d'école. À cette époque, à peine 15 % des écoliers allophones étudiaient en français au Québec. L'avenir du français au Québec était clairement menacé par l'anglicisation massive des allophones et les francophones subissaient des iniquités socio-économiques flagrantes.



Le jeudi 3 mars, 175 personnes sont venues entendre la conférence de **Normand Lester** intitulée *Depuis le Livre noir du Canada anglais, qu'est-ce qui a changé ?* Normand Lester est actuellement commentateur au réseau TVA en tant que spécialiste des questions militaires et des renseignements de sécurité. La publication du premier tome du *Livre noir* a entraîné sa suspension et son départ de Radio-Canada, dont il avait été successivement correspondant à Paris, Washington et Ottawa, en plus d'être journaliste d'enquête à Montréal. Dans la série *Le Livre noir du Canada anglais*, Normand Lester mène une vaste enquête sur la discrimination et la haine dont ont été l'objet les minorités canadiennes tout au long de l'Histoire. Il analyse les réactions fielleuses du Canada anglais envers les Québécois depuis les référendums de 1980 et 1995.

La conférence du 17 mars fut donnée par l'écrivain **Bruno Roy** sous le titre *Langue et chanson : de La Bolduc aux Cowboys Fringants*. Selon cet auteur, *chaque langue a sa géographie, son contexte social, ses horizons, son imaginaire, son passé et son avenir. La langue, pourrait-on dire, c'est la totalité de notre expérience en une terre précise : en ce qui nous concerne, le Québec, voire l'Amérique. De la Bolduc aux Cowboys Fringants, la langue émerge d'un profond sentiment d'appartenance installée dans l'avenir. Il y a ce que les chansons disent sur la langue, il y a la langue qu'utilisent les auteurs de chansons. La mise en situation de la langue française ne peut échapper au discours social, culturel et politique dont sa propre évolution, et parfois sa propre survie, est l'enjeu. Car la langue française est source de conscience historique.* Essayiste, poète et romancier, Bruno Roy a été président de l'Union des écrivains et écrivains québécois de 1987 à 1996, et de 2000 à 2004. Il a siégé au comité du Mouvement Québec français de 1987 à 1996.

Le jeudi 24 mars, **Jean Dorion**, président général de la SSJBM, a défini le nouveau combat pour le français comme celui qui fera du français la langue des communications publiques entre les citoyens de langues maternelles différentes. Il a été de toutes les batailles pour le français depuis les années soixante. Il constate que malgré des progrès réels à certains égards, le français connaît de nouveaux reculs préoccupants, notamment en ce qui a trait à la fréquentation des écoles et des cégeps. Le bilinguisme anglais-français, encore omniprésent dans les services gouvernementaux et commerciaux, est l'une des sources de la stagnation du français comme langue de travail.

Suite à la page suivante

Le jeudi 31 mars, **Paolo Zambito** et **Sébastien Pagon** se sont adressés aux militants. Paolo Zambito a évalué l'impact crucial des mesures scolaires de la loi 101, qui ont produit une augmentation des transferts linguistiques vers le français. Mais cette amélioration est insuffisante pour en faire la langue commune au Québec. Paolo Zambito est président de la cellule du Parti Québécois de l'UQAM et membre du conseil d'administration du Comité Souverainiste de l'UQAM.

Sébastien Pagon, président du Conseil Jeunesse de la SSJBM, et président de l'Unité des syndiqués et syndiquées de La Ronde, observait que dans les pays développés, le Québec est presque le seul État qui finance, sans restrictions, des institutions d'éducation postsecondaire d'une autre langue que celle de la majorité. Cette aberration a un effet anglicisant majeur chez les nouveaux arrivants et les allophones, et sur les milieux de travail.

Le jeudi 7 avril 2005, les deux conférenciers invités furent **Robert Laplante** et **Mario Beaulieu**. Robert Laplante, directeur de l'Action nationale, et l'auteur de l'ouvrage « Revoir le cadre stratégique », proposait une approche claire, déterminée et démocratique d'accession à l'indépendance. Cette démarche implique notamment d'effectuer des gestes de souveraineté ou de rupture avec le cadre fédéral. Pour Rober Laplante, la loi 101 constituait un grand geste de rupture. Une minorité qui tout à coup se comporte non pas seulement en majorité, mais en entité nationale. Mais ce grand geste n'est plus qu'un symbole creux. Il faut bien reconnaître que cette loi n'a plus rien à voir avec ce qu'elle était à l'origine. Le Canada ne l'a jamais accepté. Et son refus a été tellement viscéral qu'il en a bouleversé l'ordre constitutionnel, qu'il a adopté sa Charte pour lui faire obstacle et la dénaturer.

Mario Beaulieu, président du Parti Québécois de Montréal-Centre de 1997 à 2002 et premier vice-président de la SSJBM depuis 2003 est un des membres fondateurs du club politique Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre (SPQ Libre). Il est le principal auteur de la proposition du SPQ Libre sur la langue. Il a expliqué que pour faire du français la langue commune des milieux linguistiquement mixtes comme Montréal ou l'Outaouais, il faut, notamment; appliquer les critères d'accès à l'école publique française au niveau collégial; subventionner les réseaux universitaires francophones de façon équitable; renforcer la loi 101 et légiférer afin que le français soit réellement la langue commune des services publics ainsi que des milieux de travail.

La Charte de la langue française se fonde sur notre droit collectif de faire du français la langue commune sur le territoire du Québec. La conférence du 14 avril fut donné par **J.-René-Marcel Sauvé**, géographe et militaire de carrière, conseiller de René Lévesque en matière de défense, a analysé l'évolution du Québec à partir des principes géopolitiques. Le Québec est le foyer national d'un peuple,

par la langue, la culture et les continuités historiques. J.-René-Marcel Sauvé nous invite d'abord à en finir avec le défaitisme qui nous a fait et nous fait encore tellement de tort. Nous ne sommes pas un peuple vaincu; à partir d'une population de colons isolés, nous avons survécu envers et contre l'adversité pendant quatre siècles pour construire les assises de notre État national.



Le jeudi 21 avril eut lieu le lancement montréalais de *Les raisons de la colère* d'**Yves Michaud**. L'ouvrage regroupe une centaine des meilleurs textes d'Yves Michaud. Dans Le Devoir du 9 avril dernier, Jean-Claude Picard soulignait: *Les plus belles pages du livre sont cependant celles que Michaud réserve à la défense et à la promotion de la langue française, qui est probablement le combat le plus important de toute sa vie. Qu'il s'agisse de ses interventions à titre de parlementaire, alors qu'il a lutté en compagnie de René Lévesque et de quelques autres contre l'adoption en 1969 de l'infâme loi 63, jusqu'à des textes plus récents où il s'inquiète à la fois de la tiédeur dans l'application de la loi 101 et de la piètre qualité de la langue parlée et écrite [...].* Yves Michaud a été notamment rédacteur en chef et directeur du Clairon de Saint-Hyacinthe (1950-1961), de La Patrie (1961-1966), du journal Le Jour (1973-1976). Député libéral en 1966, il démissionnera en raison de son opposition à la loi 63 et siégera comme député indépendant. De 1979 à 1984, il est Délégué général du Québec en France et à la fin de son mandat, il reçoit la Légion d'honneur au Grade de Commandeur. Il a reçu de nombreux prix de journalisme et a été choisi Patriote de l'année par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal en 1997.

Ces Jeudis de la langue fournissent aux militants pour la défense et la promotion du français un lieu de ressourcement et de rassemblement. Ils permettront d'établir un réseau de mobilisation qui sera très utile lors des manifestations publiques que nous déclencherons au moment opportun. Agir en peuple majoritaire c'est se tenir debout, et non pas jouer à l'autruche ou être paternaliste. Il est essentiel de rétablir une nouvelle coalition pour succéder au défunt Mouvement Québec français, opérant dans la société civile et permettant une coopération efficace entre les organismes favorables à la défense et à la promotion du français.



GILLES CARON

Le 22 février dernier, la Société perdait le doyen de son personnel. Gilles Caron aura dirigé avec dévouement notre service d'assurances pendant plus de trente ans. Auparavant, il avait assumé la tâche d'animateur de 1968 à 1974. Nous réitérons à son épouse et à ses enfants l'expression de notre sympathie et publions ci-dessous le témoignage de son ami et frère d'armes, notre ancien président Marcel Henry.

Les jeunes n'ont connu mon ami Gilles que comme directeur du Service d'entraide. J'ai eu le privilège de le connaître comme militant.

Après avoir œuvré aux États généraux avec Rosaire Morin, Gilles arrive à la Société en 1968. C'est l'époque des grandes batailles linguistiques dont François-Albert Angers est l'âme et dont Gilles Caron est la cheville ouvrière. Avec le F.Q.F. (Front du Québec français) qui se transforme en M.Q.F. (Mouvement Québec français), c'est le branle-bas de combat pour faire du français la langue officielle et la langue commune du Québec. Ainsi s'organisent l'opération 200 000, qui recueille 200 000 signatures, puis les manifestations contre la loi 63, puis contre la loi 22. Sans le travail inlassable de Gilles Caron, qui ne ménagea jamais ses efforts et ne compta pas ses heures, on peut douter que ces batailles auraient pu avoir autant de retentissement, et la loi 101 n'eut peut-être pas été possible.

En 1974, on a imposé un nouveau défi à Gilles : assurer la rentabilité à long terme du Service d'entraide qui était alors en stagnation. Il s'attela à cette tâche avec une rigueur et une énergie indéfectibles. Après analyses et expériences, il en vint à la conclusion qu'il était possible de transformer ce service en une source importante de revenus pour la Société. Dès lors, il mit toutes ses énergies à ce travail et la Société en retire, depuis des revenus appréciables dont les militants actuels doivent lui être reconnaissants.

Gilles nous a quittés il y a quelques semaines et nous pleurons aujourd'hui un militant très attaché à la Société. Pour ma part, j'ai perdu un ami que je considérais comme un frère. Je présente mes plus sincères condoléances à son épouse, Irène, et je souhaite à Benoit et Claudine d'hériter de ses grandes qualités de cœur et d'esprit.

Marcel Henry

Le succès des Jeudis de la langue est attribuable à une solide équipe de bénévoles, dirigée par Yvan Beaulieu. Merci 101 fois à Micheline Desjardins, Joseph André, Jean-Pierre Lavoie, Monica Brault, Grégoire Bonneau-Fortier, comme à Sébastien Pagon et François Gendron du Conseil Jeunesse de la SSJBM, ainsi qu'aux nombreux autres téléphonistes et bénévoles.

Mario Beaulieu

<p>Bernard Landry Chef de l'Opposition officielle</p> <p>Hôtel du Parlement Bureau 2.94 Québec (Québec) G1A 1A4 Téléphone: (418) 643-2743 Télécopieur: (418) 643-2957 blandry@assnat.qc.ca</p>	 <p>ASSEMBLÉE NATIONALE QUÉBEC</p> <p>1, Place Ville-Marie Bureau 1515 Montréal (Québec) H3B 2B5 Téléphone: (514) 873-0970 Télécopieur: (514) 873-7066</p>
---	--

Voici une autre façon
de contribuer
à l'action de la SSJBM.
Rien de plus simple.
Votre abonnement :

- vous permet de participer, pendant 6 mois, à tous les tirages de la Lotomatique et de participer ainsi au financement de la SSJBM;
- vous donne l'occasion, par le biais de l'option de groupe, de faire connaître la SSJBM à vos amis, parents et collègues.
- Je désire m'abonner à un groupe formé par la SSJBM et j'envoie un chèque au montant de 26 \$, à l'ordre de la SSJBM, à l'adresse suivante :

82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal, Québec
H2X 1X3

- Je désire être responsable d'un groupe de 10 personnes et recevoir le formulaire. Je le remplirai dûment et le retournerai avec un chèque au montant de 260 \$, à l'ordre de la SSJBM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS
(514) 843-8851



Appel à tous

Vigiles recherchés
pour faire partie de la Garde d'honneur

La Garde d'honneur se veut avant tout un soutien moral pour les familles endeuillées de militants et militantes et une marque profonde d'appréciation et de reconnaissance pour l'implication et le dévouement de la personne décédée dans la marche du Québec vers sa souveraineté. La Garde se manifestera à l'occasion des funérailles.

Les personnes intéressées doivent être membres de la SSJB-M, être disponibles pour des discussions concernant la vigile et pour quelques répétitions.

Les personnes choisies seront rémunérées 10 \$ pour chaque heure passée à la Garde d'honneur.

Pour renseignements :
Daniel Vachon, (514) 265-0071



La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal
vous invite à la fête de la



**JOURNÉE NATIONALE DES
PATRIOTES**

--Évènement festif où se côtoieront artistes, historiens et divers intervenants :

- Présentation visuelle de Luck Mervil: Patriote de l'année 2005
- Extraits de discours ayant marqué l'époque des rébellions
- Prestations du Henri Band, du groupe Loco Locass et d'Yves Lambert, ex-membre de la Bottine Souriante
- Ainsi que divers autres invités



Le 23 mai 2005
à l'Union française, dès 15 h
429, rue Viger Est, Montréal (Québec)



Venez honorer, avec nous, la mémoire de nos patriotes
qui ont combattu pour la démocratie et la liberté politique de notre peuple.

BILLETS EN VENTE BIENTÔT

Renseignements et réservations :
Comité de la Journée nationale des Patriotes, SSJBM.
(514) 843-8851

Un don ou
un legs testamentaire
à la Société
Saint-Jean-Baptiste de
Montréal nous aidera
à poursuivre encore mieux
notre combat!
Pour tout renseignement,
veuillez vous adresser
à madame Sonia Bouchard
au (514) 843-8851

Pour vos réunions, assemblées et réceptions,
de 10 comme de 200 personnes,
la Maison Ludger-Duvernay offre trois somptueux salons,
à des prix très abordables.

Laissez-vous charmer par le cachet historique
de cet édifice victorien, construit en 1874.
Pour plus de renseignements : (514) 843-8851
ou consultez le nouveau site de la SSJBM
www.ssjb.com

Ou encore, contactez-nous par courriel au
ig@ssjb.com

Avec les hommages de
Benoît Sauvageau
Député de la circonscription de Repentigny



Bureau de circonscription :
184, rue Notre-Dame, bureau 201
Repentigny, Québec, J6A 2P9
Téléphone : (450) 581-3896
Télécopieur : (450) 581-9958




François Legault
Député de Rousseau



Porte-parole de l'opposition officielle
pour l'économie
et les finances

CHAMBRE DES COMMUNES
CANADA



Francine Lalonde
Députée de Mercier

Porte-parole du
Bloc Québécois en matière d'affaires étrangères

CHAMBRE DES COMMUNES



Réal Ménard, Député
HOCHÉLAGA-MASSONNEUVE



SUITE 218
ÉDIFICE DE LA JUSTICE
OTAWA (ONTARIO)
K1A 0A6
(613) 947-4576
Télécopieur : (613) 947-4579
Courriel : menar1@parl.gc.ca

4036 RUE ONTARIO EST
MONTREAL (QUEBEC)
H1W 1T2
(514) 283-2655
Télécopieur : (514) 283-6485
Courriel : menar1@parl.gc.ca

François Gendron, Ph. D.
AVOCAT

507, PLACE D'ARMES
BUREAU 1701
MONTREAL (QUEBEC)
CANADA H2Y 2W8

TEL. : (514) 845-5545
FAX : (514) 845-7670



Journalssjb

Journal trimestriel édité par la
Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal
82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H2X 1X3
(514) 843-8851, téléc. : (514) 844-6369

Directeur Mario Beaulieu
Rédactrice en chef Éline Des Lauriers
Ont collaboré à ce numéro :
Jean Dorion Gaston Bergeron Patrice Germain
Marcel Henry Sylvie Méreanu François Saint-Louis
Photographie :
Jacques Blier Mario Beaulieu
Mise en page :
Pierre Dagesse

Dépôt légal : 2^e trimestre 2005
Bibliothèque nationale du Québec

Reproduction autorisée avec mention de la source